



2015 / 091

DEPARTEMENT DU VAR  
COMMUNE DE LE VAL

## ARRETE INDIVIDUEL D'ALIGNEMENT

**Le Maire de la Commune de Le Val,**

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;  
**Vu** le Code de la Voirie Routière ;  
**Vu** le Code Rural ;  
**Vu** les Délibérations du Conseil Municipal en date du 28 juin 1996 instaurant nouvelles dénominations, prise en considération de classements dans la voirie communale de la voirie de l'agglomération, dénominations et prise en considération de classements dans la voirie communale en dehors de l'agglomération, et proposition de dénomination des chemins privés stabilisés sur la commune, conformément à la nomenclature générale des chemins, routes, places, voies, sentiers en son édition du 22 avril 1996, mise à jour les 05 mai 1997 et 24 janvier 2001 ;  
**Vu** la demande en date du 16 avril 2015 de la s.e.l.a.r.l. de Géomètres - Experts Xavier HENNEBICQUE et Associés, domiciliée 400, Ancien Chemin de la Celle – 83170 BRIGNOLES, demandant de fixer l'alignement de la voie communale n° 649 dite "Chemin des Grandes Terres" (située hors agglomération) en façade de la propriété de Mr Guy NICOLAS cadastrée section B n° 632 et 1454 ;  
**Vu** l'état des lieux ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : Alignement.**

L'alignement de la voie mentionnée ci-dessus au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la limite goudronnée de la chaussée, sans dépendances, et non pas tel que figuré sur le plan dressé par le Géomètre - Expert et tracé en traits discontinus surlignés en jaune joint à sa demande.

**ARTICLE 2 : Responsabilité.**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 3 : Formalités d'urbanisme.**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

**ARTICLE 4 : Validité et renouvellement de l'arrêté.**

Le présent arrêté reste valable en l'absence de modifications de fait ou de droit concernant la voie publique. En cas de modifications des limites de la voie publique, une nouvelle demande devra être effectuée.

Fait au Val, le 12 juin 2015

Le Maire  
Bernard SAULNIER

**Diffusion (s) :**

- Le bénéficiaire pour attribution,
- Le gestionnaire de voirie de la commune,
- Madame la Directrice Générale des Services.

---

- **INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions de la Loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la Loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.